



Le SNJ-CGT solidaire de ses confrères russes du quotidien « Kommersant »

Deux de nos confrères russes du journal *Kommersant*, Maxim Ivanov et Ivan Safronov, ont été licenciés sur ordre des actionnaires du quotidien, accusés d'avoir révélé dans un article un prochain remaniement à la tête du Sénat russe, dénonçant implicitement des jeux de pouvoir.

L'oligarque Alicher Ousmanov propriétaire du titre et proche du Kremlin aurait exigé leur renvoi après la parution du papier le 17 avril.

Devant cette « violation caractérisée de la liberté d'information », leurs 13 confrères et consœurs du service politique ont démissionné, en signe de solidarité. Et après les dénégations de la rédaction en chef du journal, niant toute responsabilité de l'oligarque dans la sanction des deux journalistes, la réaction a été immédiate : le 20 mai, dans une lettre collective, 180 salariés du journal ont préféré démissionner en bloc pour protester contre le renvoi effectif des deux journalistes et contre « les pressions sur les journalistes ».

Le syndicat russe des journalistes a exprimé son « inquiétude » concernant ces licenciements et sa « solidarité avec les journalistes et sa disponibilité pour leur apporter une aide sur le plan juridique ». Sur le fond le syndicat dénonce l'intervention des actionnaires du journal dans la ligne rédactionnelle qui constitue une « violation du droit des citoyens à la liberté de parole, et à la liberté d'information inscrite dans la Constitution de la Fédération de Russie ».

Le SNJ-CGT soutient le syndicat russe et la FIJ, qui par la voix de son secrétaire général, Anthony Bellanger, s'est élevé contre cette « attaque de la liberté de l'information ».

Le SNJ-CGT apporte toute sa solidarité aux confrères russes de *Kommersant*. Il appelle les dirigeants du journal à cesser cette politique liberticide et à annuler le licenciement des deux confrères, afin qu'ils reprennent au plus vite leur place dans la rédaction.

Montreuil, le 24 mai 2019